



CSA FS du 10 février 2026 Déclaration liminaire unitaire

Madame la DASEN,
M le Secrétaire Général,

Nous tenons d'abord à exprimer notre émotion face à la nouvelle tragédie qui a frappé une nouvelle fois un personnel scolaire dans l'exercice de son métier. Emotion mais aussi colère car c'est le 5^{ème} drame en un an, la 5^{ème} attaque à l'arme blanche, sans que les réactions ne soient à la hauteur des enjeux.

Nos organisations réaffirment la nécessité d'avoir des services de santé et sociaux de l'Education Nationale : le recrutement de médecins titulaires et la création massive de postes d'infirmiers et d'assistants sociaux sont urgents ! Nous rappelons que la santé, y compris mentale, des élèves n'a pas de prix et que les moyens nécessaires doivent être mis pour éviter que de tels drames se reproduisent.

Nous souhaitons revenir sur la visite de l'école primaire Lapacca tant elle fut édifiante.

A la lecture de l'ensemble des documents produits vous avez pu constater, comme dans de trop nombreuses écoles, la détresse de personnels confrontés à des conditions de travail de plus en plus dégradées et qui ne tiennent encore que grâce à leur solidarité et leur sens du devoir.

Nous sommes là dans un cas d'école des RPS : surcharge de travail, désorganisation, travail empêché, surinvestissement, surcroît de responsabilités et de tâches administratives conjugués à une grande solitude pour la directrice; fortes exigences notamment émotionnelles pour tous les personnels confrontés quotidiennement aux tensions avec des usagers agressifs ou en situation de détresse. Des enseignants en charge, comme partout, d'élèves hautement perturbateurs qui font régner un climat délétère...Des enseignants livrés à eux-mêmes, malgré leurs demandes de soutien. Quant aux personnels AESH, comment donner sens à leur métier, déjà si peu considéré, quand ils doivent uniquement contenir les violences des élèves ou partager leur temps entre 8 élèves différents...Et passons sur les conditions matérielles, notamment de température ou de bruit excessifs qui sont le lot de tant d'établissements...

Ce constat nous pourrions le faire également dans le second degré pour lequel la visite du collège Desaix amène à des conclusions similaires et ce n'est pas la carte scolaire à venir (1^{er} et 2nd degré) qui permettra d'améliorer nos conditions de travail.

L'institution reste dans le déni des réalités du terrain ou pire, dans une hypocrisie révoltante, prônant sur le papier des solutions pour lesquelles elle n'octroie jamais les moyens nécessaires: se renforce ainsi, d'années en années, le caractère non soutenable du travail, au sens où il provoque une usure telle chez les personnels qu'ils n'envisagent pas ou ne pourront pas s'y maintenir sur le long terme.

Dans notre département comme ailleurs, les déclarations d'intention au fil des instances sont rarement suivies des actes.

Où en est la médecine de prévention ? Où en est l'enquête départementale sur les RPS ? Où en est l'effectivité des DUER ? Où en est l'information généralisée sur le RSST, les accidents de service, ou le protocole « agression » ? Où en est la formation en gestion de conflit, en santé mentale ou en prévention des risques ? Où en sont la formation, le temps dédié et l'effectivité des missions des assistants de prévention ? Où en est l'accompagnement et le soutien de la hiérarchie dans les situations difficiles ? Où en est une réelle implication du médico-social dans la prise en

charge des élèves que l'OMS qualifie « en dysharmonie évolutive à versant névrotique avec troubles du comportement associés » ?

Autant de leviers sur lesquels s'appuyer pour, a minima, apporter quelques réponses aux personnels désemparés que nous rencontrons visites après visites...

Leur engagement mérite et attend le vôtre.